

MINISTERE WALLON DE L'EQUIPEMENT ET DES TRANSPORTS

F. 99 — 1992

[C - 99/27485]

1^{er} AVRIL 1999. — Arrêté du Gouvernement wallon portant approbation des modifications au cahier des charges type en matière de transport des élèves fréquentant les établissements d'enseignement organisés ou subventionnés par la Communauté française sur le territoire de la région de langue française, approuvé par arrêté du 27 avril 1995

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, telle qu'elle a été modifiée à ce jour;

Vu la loi du 6 juillet 1970 sur l'enseignement spécial et intégré;

Vu le décret II de la Communauté française du 19 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, notamment l'article 3, 5°;

Vu le décret II de la Région wallonne du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, notamment l'article 3, 5°;

Vu le décret de la Région wallonne du 16 juillet 1998 portant réglementation du transport des élèves fréquentant les établissements d'enseignement organisés ou subventionnés par la Communauté française sur le territoire de la région de langue française;

Vu l'arrêté du Régent du 15 juin 1947 portant des dispositions relatives à l'assurance des véhicules automobiles affectés au transport rémunéré de personnes;

Vu l'arrêté du Régent du 20 septembre 1947 portant le règlement général relatif aux services réguliers, aux services réguliers temporaires, aux services réguliers spécialisés et aux services occasionnels;

Vu l'arrêté royal du 7 février 1974 déterminant les modalités de prise en charge par l'Etat des frais de déplacement des élèves de l'enseignement spécial;

Vu l'arrêté royal du 15 septembre 1976 portant règlement sur la police des transports de personnes par tram, prémétro, autobus et autocar;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 avril 1995 portant approbation du cahier des charges type en matière de transport des élèves fréquentant les établissements d'enseignement organisés ou subventionnés par la Communauté française sur le territoire de la région de langue française;

Vu l'avis donné le 25 août 1998 par la Commission des services réguliers spécialisés instituée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 juillet 1993;

Sur la proposition du Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Équipement et des Transports,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 127 de celle-ci.

Il est applicable sur le territoire de la région de langue française.

Art. 2. Sont approuvées les modifications au cahier des charges type en matière de transport des élèves fréquentant les établissements d'enseignement organisés ou subventionnés par la Communauté française sur le territoire de la région de langue française, approuvé par arrêté du 27 avril 1995.

Art. 3. La version coordonnée de ce cahier des charges type est jointe en annexe.

Art. 4. Le Ministre ayant les transports scolaires dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Namur, le 1^{er} avril 1999.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Économie, du Commerce extérieur, des P.M.E. et du Tourisme,

R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Équipement et des Transports,

M. LEBRUN

—
Annexe

Cahier des charges type en matière de transport des élèves fréquentant les établissements d'enseignement organisés ou subventionnés par la Communauté française sur le territoire de la région de langue française

Définitions

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1° donneur d'ordre :

la Région wallonne, Ministère wallon de l'Équipement et des Transports, Direction générale des Transports ou la société publique d'exploitation TEC compétente dans la zone concernée;

2° transporteur :

la personne physique ou morale assurant le transport rémunéré de voyageurs par véhicules automobiles;

3° le Ministre :

le Ministre ayant les transports scolaires dans ses attributions;

4° kilométrage de transport :

le nombre de kilomètres du circuit théorique qui a l'établissement ou le dernier établissement desservi comme unique point de départ et point d'arrivée d'un trajet en boucle et qui permet d'assurer le ramassage scolaire par la voie carrossable la plus courte;

5° kilométrage journalier moyen :

le quotient du kilométrage de transport hebdomadaire par le nombre de trajets au cours de cette période;

6° catégorie :

l'ensemble des différentes capacités de véhicules pour lesquelles un même prix est applicable au kilomètre;

- 7° place assise adulte :
l'emplacement réservé, suivant les prescriptions techniques du véhicule, à une personne assise ayant au moins 13 ans d'âge;
- 8° capacité :
la détermination d'un nombre de passagers d'un véhicule exprimée en nombre de places assises adultes;
- 9° rentrée scolaire :
le début de l'année scolaire.

Objet

Art. 2. Le transporteur s'engage envers le donneur d'ordre à effectuer tous les jours scolaires le transport des élèves dans le cadre d'un service régulier spécialisé.

Cet engagement porte notamment sur la fiabilité et la sécurité du service.

Nonobstant les modifications des données de base, l'offre de transport ne peut pas être dégradée en regard des critères fixés à l'article 3, § 5 ci-après, sauf accord préalable du donneur d'ordre.

Pour l'organisation de ce service, le donneur d'ordre fixe les points d'arrêts nécessaires (embarquement et débarquement) et la capacité du véhicule; il détermine, d'initiative ou par l'approbation expresse des feuilles de circuit remises par le transporteur, l'itinéraire, l'horaire et le kilométrage de transport.

Les arrêts doivent être séparés par une distance d'au moins 500 mètres, sauf cas exceptionnel dûment motivé.

Procédure

Art. 3. § 1^{er}. La concession d'un service de transport scolaire est accordée conformément aux dispositions suivantes. Dans la mesure conciliable avec celles-ci, sont également applicables les règles prévues par la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et à l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et des concessions de travaux publics en tant qu'elles concernent la procédure d'appel d'offres restreint et celle de la procédure négociée sans publicité.

Chaque circuit constitue un contrat séparé et fait l'objet d'une procédure d'attribution distincte.

§ 2. La procédure d'attribution par voie d'appel d'offres restreint constitue la règle. Elle est précisée ci-après.

Il est établi, par périmètre d'exploitation TEC, une liste de transporteurs susceptibles de remettre offre. Tout transporteur peut demander à tout moment de figurer sur une ou plusieurs liste(s). Il adresse au donneur d'ordre une demande écrite précisant ses coordonnées et la ou les zones de transport qui l'intéresse(nt). Ces mentions font foi jusqu'à notification contraire du transporteur.

Après examen des candidatures par le donneur d'ordre, la liste est approuvée par le donneur d'ordre.

Le transporteur reçoit une confirmation de son inscription.

Tout refus d'inscription est motivé et notifié au transporteur.

Par décision du donneur d'ordre, motivée sur base de circonstances graves, un transporteur peut être retiré de la liste précitée. Cette décision lui est notifiée dans les plus brefs délais.

Un recours à l'encontre d'une décision de refus ou de retrait d'inscription peut être introduit, par lettre recommandée, auprès du Ministre dans les 30 jours de la notification de celle-ci. En cas de retrait d'inscription, le recours n'est pas suspensif.

Le Ministre dispose d'un délai de 45 jours à partir de la réception de la notification du recours pour statuer.

En cas d'absence de décision dans ce délai, celle-ci est réputée favorable au transporteur.

Au cours du mois de janvier, un avis d'information de l'ensemble des concessions de service venant à échéance au cours de l'année civile est communiqué aux transporteurs repris, à la date du 31 décembre précédent, sur la liste précitée.

Le transporteur qui figure sur ladite liste après cette date est avisé des concessions venant à expiration plus de cinq mois après la date d'introduction de sa demande d'inscription dont il doit pouvoir faire la preuve.

Seul le transporteur qui, avant les trois mois précédant l'échéance du contrat, a manifesté par écrit son intérêt pour obtenir une concession est invité à déposer une offre de prix pour celle-ci.

L'invitation précise notamment les coordonnées du donneur d'ordre auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus, les données de base de référence, l'adresse à laquelle les offres doivent être remises, les critères d'attribution, la date et l'heure de l'ouverture publique des offres.

§ 3. Pour l'établissement de leur offre, les transporteurs sont tenus de respecter, outre les dispositions réglementaires précitées, les prescriptions suivantes :

— l'offre, rédigée en langue française, est établie conformément au modèle annexé au présent cahier des charges, dont toutes les rubriques doivent être remplies.

Le transporteur s'entoure de toutes les précisions utiles pour remettre son offre en connaissance de cause. Au besoin, il signale, au moins huit jours avant la séance d'ouverture des offres sous peine de forclusion, les erreurs ou lacunes qu'il relève dans l'invitation qu'il reçoit;

— les prix sont situés dans les marges tarifaires renseignées au barème en vigueur déterminé sur base du prix de revient standard adopté par la Commission des services réguliers spécialisés instituée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 juillet 1993. Le barème est publié annuellement au *Moniteur belge*;

— la capacité offerte des véhicules doit correspondre au moins à la capacité requise et ne peut être supérieure à la capacité mentionnée sur le certificat de contrôle technique;

— seuls sont acceptés les véhicules acquis par le transporteur au plus tard le 31 décembre de leur douzième année et âgés de moins de quinze ans au moment de l'ouverture des offres. La limite des douze ans se calcule à partir du 1^{er} janvier qui suit la date de la première mise en circulation; la limite des quinze ans se calcule à partir de la date de la première mise en circulation;

— une copie du certificat d'immatriculation, du rapport d'identification et de la carte de contrôle technique du véhicule présenté sont jointes à l'offre;

— une copie du bon de commande d'un véhicule de capacité offerte suffisante, jointe à l'offre et certifiant qu'il sera livré avant la date de prise du cours du contrat, est acceptée pour autant que ledit bon soit accompagné d'une demande d'immatriculation, timbres fiscaux apposés et vignette 705 jointe ou tout autre document équivalent. Dans ce cas, les exigences en matière de contrôle technique, d'immatriculation et d'assurance doivent être remplies au plus tard au moment de la prise de cours du contrat.

§ 4. Lors de la séance d'ouverture des offres, sont proclamés le nom du transporteur, le prix offert et les mentions relatives aux caractéristiques du véhicule présenté.

§ 5. Le donneur d'ordre choisit l'offre régulière qu'il juge la plus intéressante sur base des critères mentionnés dans l'invitation à déposer une offre et classés par ordre décroissant d'importance. Ces critères reprendront :

- le prix;
- la sécurité du service, appréciée notamment suivant les éventuelles mentions de la carte de contrôle technique et l'équipement des dispositifs techniques repris dans l'invitation;
- la qualité du service, appréciée notamment suivant le nombre de places assises adultes offertes, la disposition des sièges ainsi que l'âge du véhicule présenté;
- la continuité du service appréciée notamment suivant la disponibilité du véhicule présenté au moment de l'ouverture des offres et les mesures prises pour pallier à toute perturbation du service.

Il sera fait mention de la pondération des critères dans l'invitation à déposer une offre.

En cas d'égalité d'offres jugées les plus intéressantes, le donneur d'ordre soit invitera les transporteurs concernés à améliorer leur offre, dans le respect des marges tarifaires reprises au deuxième tiret du § 3 du présent article, soit procédera à un tirage au sort.

Contrat — Avenant

Art. 4. § 1^{er}. Un contrat dont le modèle est annexé au présent cahier des charges est conclu entre le donneur d'ordre et le transporteur, désigné attributaire du service.

Toute modification au contrat fait l'objet d'un avenant numéroté, signé par les deux parties. Un modèle d'avenant est annexé au présent cahier des charges.

§ 2. Le transporteur ne peut céder son contrat ni le faire exécuter par un tiers en tout ou en partie sans l'autorisation préalable écrite du donneur d'ordre.

Dans ce cas, l'acte de cession de la concession est joint au contrat sous forme d'avenant et précise que celle-ci est poursuivie aux conditions fixées dans le contrat ou dans le dernier avenant y annexé.

§ 3. En cas de transfert, partiel ou total, des activités de transport scolaire du transporteur, de fusion, ou de scission de son entreprise, l'autorisation écrite du donneur d'ordre est requise quant à la cession de la ou des concessions expressément identifiées.

Une copie de l'acte de cession de la concession sera annexée au contrat principal sous forme d'avenant.

Personnel de conduite

Art. 5. Le chauffeur du véhicule doit disposer de façon permanente du permis de conduire requis, d'un certificat de sélection médicale en cours de validité et des documents exigés en matière sociale.

Le délégué du donneur d'ordre doit disposer de toute facilité pour contrôler le personnel et le véhicule ainsi que la bonne exécution du service.

Véhicules — Age — Capacité

Art. 6. § 1^{er}. Le service régulier spécialisé doit être assuré de façon permanente au moyen d'un véhicule dont le bon état est attesté par les services compétents du contrôle technique, conformément aux dispositions légales et réglementaires.

Le donneur d'ordre peut déléguer du personnel chargé de vérifier le maintien du bon état, interne et apparent, du véhicule et, en cas de rapport défavorable, donner des injonctions précises au transporteur pour remédier aux carences constatées. A titre conservatoire, dans les cas où la sécurité des personnes transportées pourrait être mise en péril, il peut même en interdire l'usage dudit véhicule.

§ 2. Un véhicule acquis après douze ans d'âge ne peut être utilisé pour effectuer un service régulier spécialisé.

Tout véhicule doit être retiré du service au plus tard à la fin de l'année scolaire au cours de laquelle il atteint quinze ans d'âge.

L'âge du véhicule est compté comme il est précisé à l'article 3, § 3, 4^e tiret.

§ 3. Les véhicules sont obligatoirement équipés d'une installation de chauffage efficace en rapport avec leur capacité.

Les banquettes longitudinales sont interdites pour les véhicules présentés dans le cadre de la procédure visée à l'article 3, § 2.

§ 4. Le calcul de la capacité des véhicules est basé sur les éléments suivants :

1° Enfants âgés de moins de 13 ans fréquentant l'enseignement ordinaire ou l'enseignement spécial, type 1, 3, 5, 8 au sens de l'article 5 de l'arrêté royal du 28 juin 1978

Chaque enfant est censé occuper 2/3 de place assise adulte.

Le calcul est le suivant :

Un siège double : $2 = x * 2/3 \Rightarrow x = 3$ enfants

Un siège triple : $3 = x * 2/3 \Rightarrow x = 4,5$ arrondi à 4 enfants

Un siège quadruple : 6 enfants

Un siège quintuple : 7 enfants

et ainsi de suite.

Les sièges simples ne font pas l'objet de cette réduction.

Toutefois, pour ce qui concerne les enfants fréquentant l'enseignement spécial de type 3, ils bénéficient d'une place assise adulte pour autant qu'ils représentent plus de 50 % du nombre d'élèves transportés au moment de la fréquentation maximale sur le circuit.

2° Enfants handicapés non voiturés.

Quel que soit leur âge, les enfants handicapés type 2, 4, 6, 7 bénéficient d'une place assise adulte.

3° Enfants handicapés voiturés.

Une voiturette occupe l'espace de plusieurs places assises adultes. Le calcul de la capacité s'effectue selon le tableau suivant :

Nombre de voiturettes non repliées	Nombre de places occupées
1	4
2	6
3	10
4	12
5	16
6	18
7	22
8	24
9	28
10	30
11	34
12	36
13	40
14	42

Une voiturette repliée compte pour une place assise adulte pour autant qu'elle soit transportée dans l'habitacle du véhicule.

4° Pour les enfants handicapés de type 2 et 4, à la demande écrite du donneur d'ordre, le transporteur équipe, à ses frais, les places assises adultes de ceintures de sécurité et place, à ses frais également, les coquilles fournies par les parents. Ces ceintures répondent aux dispositions légales en vigueur.

§ 5. L'existence d'un plateau élévateur à bord d'un véhicule n'est pas prise en compte pour la détermination de la capacité de celui-ci.

Toutefois une indemnité financière mensuelle d'un montant de 3.500 francs est accordée au transporteur qui, à la demande du donneur d'ordre lors de l'attribution de la concession ou de son accord exprès, équipe le véhicule utilisé de cet élévateur.

Cette indemnité, qui peut être revue par le Ministre, est portée à la facture mensuelle visée à l'article 9.

Si la demande du donneur d'ordre intervient en cours de contrat, l'indemnité mensuelle est fixée de commun accord.

Prix

Art. 7. § 1^{er}. Le prix par kilomètre de transport est établi en fonction de la capacité requise du véhicule et du kilométrage journalier moyen prévus lors de l'appel d'offres, de la conclusion du contrat ou tels qu'ils ont été modifiés par avenant au contrat initial.

Ce prix englobe toutes les taxes et charges grevant le transport, à l'exclusion de la T.V.A.

La prise en charge du personnel d'accompagnement ne donne pas lieu à l'exécution de kilomètres supplémentaires.

§ 2. Les capacités requises pour un même circuit peuvent varier, selon les jours, matin, midi ou soir. Toutefois cette variation est limitée à la fixation d'une seule capacité par jour, sauf les lundi et vendredi en cas de transport d'élèves internes, et à deux capacités différentes au maximum pour l'ensemble des jours de la semaine.

Il est tenu compte du personnel d'accompagnement pour déterminer la capacité requise.

Art. 8. Le prix autorisé pour un service assuré par un véhicule appartenant à une association sans but lucratif, association de fait non professionnelle, une commune ou une province est égal à 80 % du tarif minimum prévu au barème dont question à l'article 3, § 3, 2^e tiret.

Facturation

Art. 9. Les factures sont établies mensuellement en trois exemplaires au nom du donneur d'ordre lorsque toutes les prestations du mois auxquelles elles se rapportent ont été effectuées.

Toutefois lorsque le mois de la rentrée scolaire ou de la fin de l'année scolaire comporte moins de six jours de scolarité, les prestations y afférentes sont reprises sur la facture respectivement du mois suivant ou précédent.

Les factures des mois de septembre et octobre sont établies sur base des données figurant sur la dernière facture de l'année scolaire précédente, sauf pour les contrats entrant en vigueur au 1^{er} septembre. Elles font l'objet d'une régularisation lors de la facturation du mois de novembre.

Les factures mensuelles doivent être transmises au donneur d'ordre pour le 20 du mois suivant.

Il est établi une facture par concession.

Sans préjudice des prescriptions légales, il y est mentionné :

- le ou les mois concerné(s) et le numéro de circuit;
- la date du contrat ou celle de l'avenant et son numéro;
- le kilométrage journalier moyen de transport et le nombre de jours d'activité pendant le ou les mois au(x)quel(s) se rapporte(nt) la facture, avec un minimum forfaitaire de 60 km par jour, sauf en ce qui concerne les services visés à l'article 8 pour lesquels le kilométrage réellement effectué est repris;

- le prix par kilomètre de transport;

- le total du coût du transport;

- le montant et le taux de la T.V.A.;

- le montant total à payer, arrondi au franc (décimale égale ou supérieure à 5 est arrondie à l'unité supérieure);

- la mention "certifié sincère et véritable à la somme de francs" (en toutes lettres);

— la date et la signature du transporteur.

Modifications des données de base

Art. 10. Les modifications suivantes peuvent être apportées par le donneur d'ordre, selon les besoins, aux conditions ci-après :

1° modifications relatives au kilométrage de transport :

En cas de modification de l'itinéraire du circuit, la modification du kilométrage de transport est appliquée dès la notification au transporteur. Un remesurage du circuit peut faire constater une modification du kilométrage. Dans ce cas, la modification prend cours à la date d'application du dernier avenant de modification kilométrique et, au plus tôt, au début de l'année scolaire en cours;

2° modifications relatives à la capacité du véhicule :

— l'augmentation de la capacité du véhicule intervient dès le moment où elle est notifiée au transporteur.

La diminution de capacité a lieu s'il échet une fois par trimestre, avec au maximum une diminution de deux catégories successives par année scolaire. La capacité de référence est celle fixée au 30 juin de l'année scolaire précédente.

Pour le premier trimestre de l'année scolaire, la diminution prend cours au plus tôt en novembre. Pour un nouveau contrat, la diminution de capacité sera limitée à une catégorie au maximum durant la première année scolaire en cours.

Art. 11. Pour les contrats pluriannuels, une adaptation du prix de base intervient le 1^{er} jour de chaque rentrée scolaire pour autant qu'elle soit justifiée par une modification du barème visé à l'article 3, § 3, 2^e tiret par rapport au barème en vigueur à la date de l'établissement du contrat ou à celle de la dernière modification de prix.

Pour l'application du premier alinéa du présent article et de l'article 10, les nouveaux prix doivent garder un écart proportionnel à celui existant entre le prix antérieur du contrat et le maximum autorisé du barème appliqué lors de la conclusion dudit contrat.

Durée

Art. 12. Sans préjudice de l'application de l'article 13, la durée du contrat attribué à l'issue d'une procédure d'appel d'offres restreint est de dix ans.

Les contrats conclus à l'issue d'une procédure négociée ont une durée limitée au terme de l'année scolaire.

Résiliation et suspension

Art. 13. § 1^{er}. Le contrat prend fin sans préavis ni indemnité lorsque l'autorisation administrative du service régulier spécialisé, accordée par le Gouvernement, est retirée.

§ 2. Par accord réciproque, les parties peuvent, à tout moment, mettre fin à leurs obligations respectives.

§ 3. Les manquements du transporteur à ses obligations, fixées par le présent cahier des charges, et aux instructions écrites lui signifiées par le donneur d'ordre, seront sanctionnés par des pénalités prévues à l'article 14 ci-après et, le cas échéant, par la résiliation du contrat sans indemnité ni préavis.

Si, à la suite de la résiliation du contrat, le donneur d'ordre doit souscrire un nouveau contrat plus onéreux, la différence est mise à charge du transporteur jusqu'à l'expiration de ce nouveau contrat.

§ 4. Les contrats en cours peuvent être résiliés anticipativement par le donneur d'ordre suite à une décision prise en exécution de l'article 6 du décret du 16 juillet 1998 qui réaffirme la primauté du transport public par rapport au service spécial.

La résiliation du contrat ne peut intervenir avant la fin de l'année scolaire au cours de laquelle le préavis a été notifié. Toute indemnité est exclue.

§ 5. Les contrats en cours sont résiliés sans préavis ni indemnité lorsque le service perd tout objet faute d'élèves à transporter suite à la fermeture d'un ou de plusieurs établissements d'enseignement desservi(s).

§ 6. Les contrats en cours peuvent être résiliés anticipativement par le donneur d'ordre suite à une restructuration des circuits d'une ou de plusieurs zones.

Cette résiliation ne sera effective qu'au terme de l'année scolaire en cours au moment de sa notification.

Une compensation financière sera octroyée au transporteur concerné par le(s) contrat(s) résilié(s) dont il était titulaire à concurrence d'une somme équivalente à un pour cent de la rémunération dont il aurait bénéficié jusqu'au terme normal du contrat et calculée suivant les données de base existantes au moment de la résiliation. L'année de la notification de la résiliation n'intervient pas dans le calcul.

Par ailleurs, cette compensation ne sera accordée que pour autant que le transporteur, titulaire du contrat résilié, n'ait pas obtenu un ou plusieurs contrats suite à la restructuration de la zone et dont les données de base sont jugées équivalentes, ou qu'il ait bénéficié d'une augmentation, jugée équivalente, des données de base sur un ou plusieurs circuits dont il est titulaire dans la même zone restructurée.

Sont jugées équivalentes les données de base qui n'emportent pas une baisse de la rémunération annuelle en cours supérieure à 10 % de celle-ci.

Fautes et manquements

Art. 14. § 1^{er}. Les manquements du transporteur aux obligations du contrat ou aux instructions écrites du donneur d'ordre font l'objet d'un constat dont celui-ci transmet, immédiatement, par pli recommandé, une copie au transporteur.

Le transporteur est tenu de s'exécuter immédiatement. Il peut faire valoir ses moyens de défense par lettre recommandée adressée au donneur d'ordre dans les dix jours de calendrier suivant le jour déterminé par la date postale de la transmission. Son silence est considéré, après ce délai, comme une reconnaissance des faits constatés.

En l'absence de moyens de défense, ou de reconnaissance du bien fondé de ceux-ci, le donneur d'ordre applique la sanction prévue au § 6 ci-après, sans préjudice de dommages et intérêts éventuels ou autre indemnisation.

Le transporteur qui a fait valoir régulièrement ses moyens de défense peut saisir, dans les dix jours de la notification de la sanction prévue, la Commission des services réguliers spécialisés du ou des manquements qui lui sont reprochés et pour lesquels une sanction a été appliquée.

Ce recours, qui n'est pas suspensif, est mis à l'ordre du jour de la plus proche réunion prévue de cette Commission.

§ 2. Les manquements dus à des cas de force majeure tels que grève, lock-out, troubles de guerre, accident routier ou arrêt de circulation, déviation et intempéries graves n'entraînent aucune responsabilité dans le chef du transporteur, ni aucun droit à une indemnité ou à la résiliation du contrat dans celui du donneur d'ordre.

Ne sont pas considérés comme des cas de force majeure et n'exonèrent donc pas le transporteur de sa responsabilité et de l'application des pénalités visées au § 6 ci-après, les pannes, les crevaisons de pneus, les avaries causées à ses véhicules par des éléments ou personnes qui ne sont pas étrangers à son exploitation, le défaut ou la mauvaise qualité de l'entretien.

§ 3. En cours de contrat, le véhicule renseigné ne peut être remplacé par un autre véhicule, qu'en cas de modification de capacité requise par le donneur d'ordre entraînant un changement de véhicule, d'indisponibilité pour une raison technique, de retrait du véhicule trop âgé ou encore d'amélioration de la qualité du service acceptée par le donneur d'ordre.

Le transporteur communique au donneur d'ordre le numéro d'immatriculation, la marque, la date de mise en circulation, la capacité du véhicule de remplacement et la disposition des sièges.

Celui-ci doit satisfaire aux conditions d'âge définies à l'article 6, § 2 ci-avant.

Le remplacement de véhicule pour raison technique ne peut excéder le temps strictement nécessaire aux prestations techniques requises.

En ce dernier cas, par dérogation à l'article 4, § 1, al. 2, une information, immédiate et complète, du donneur d'ordre est seulement requise dans le chef du transporteur partie au contrat.

§ 4. Dans les cas où il lui est impossible d'assurer lui-même le service pour raison de force majeure ou d'indisponibilité technique, le transporteur peut se faire remplacer temporairement par un autre transporteur.

Par dérogation à l'article 4, § 1^{er}, al. 2, une information, immédiate et complète, du donneur d'ordre est seulement requise dans le chef du transporteur partie au contrat qui demeure le seul responsable de l'exécution du contrat. Seront notamment précisés les motifs et la durée du remplacement.

Le fait d'effectuer un autre service avec le véhicule affecté au ramassage scolaire n'est pas considéré comme cas de force majeure.

§ 5. Les manquements et infractions au présent cahier des charges, aux instructions écrites et aux règlements, énumérés ci-après, sont frappés de pénalités exprimées en points ou par la résiliation du contrat.

Ces pénalités sont arrêtées par le donneur d'ordre et notifiées par écrit au transporteur. Elles prennent effet immédiatement.

A chaque point de pénalité correspond une retenue égale à la rémunération de 10 km au prix du contrat ou du dernier avenant au moment des faits.

Ce montant sera déduit du paiement du montant de la facture relative aux prestations du mois suivant.

§ 6. La classification des manquements et des infractions, ainsi que des pénalités y afférentes se présente comme suit :

En cas de récidive de la même infraction au cours de la même année scolaire, la pénalité appliquée est chaque fois doublée, avec faculté de résiliation du contrat dès la deuxième récidive.

La pénalité journalière est appliquée dès le jour suivant la date postale de la notification du constat et court inclusivement jusqu'au jour où le manquement ou l'infraction a disparu.

Les pénalités sont cumulatives.

Libellé	Valeur
A) Retard dans la transmission de Documents administratifs ou comptables ou dans la fourniture d'informations Demandées par écrit pour lesquelles un délai est fixé	
- 1re infraction :	1 point par jour ouvrable (samedi non compris)
B) Véhicule :	
1° malpropreté extérieure/intérieure en début de parcours :	1 point par journée scolaire
2° chauffage insuffisant :	2 points par journée scolaire
3° carte de contrôle technique	
a) interdiction de rouler :	résiliation du contrat
b) carte périmée :	
- 1re infraction :	6 points
c) pas de carte à bord du véhicule :	
- 1ère infraction :	6 points
4° assurance :	
a) absence de carte d'assurance dans le véhicule	5 points
b) défaut d'assurance :	résiliation du contrat
5° véhicule autre que celui prévu au contrat ou au dernier avenant :	
- 1re infraction :	5 points par journée scolaire
C) Non respect de l'horaire (tolérance d'1/4 h.) :	
- 1re infraction :	1 point par ¼ d'heure au-delà du premier

<i>D) Non respect de l'itinéraire ou suppression</i>	
d'une partie de l'itinéraire :	
- 1re infraction :	2 points
 <i>E) Non prise en charge volontaire ou débarquement en</i>	
<i>cours de circuit d'un élève ou prise en charge non</i>	
<i>autorisée d'une personne</i>	
- 1re infraction :	8 points
 <i>F) Facturation d'un kilométrage de transport excessif</i>	
<i>(tolérance de 10 %), sans préjudice de la répétition de</i>	
<i>l'indu.</i>	
- 1re infraction :	4 points
 <i>G) Conducteur :</i>	
1° usage de boissons alcoolisées en service ou taux	
d'alcoolémie supérieur à celui prévu par la législation en	
la matière, ou	
2° déviance sexuelle vis-à-vis des enfants transportés ou	
du personnel de convoiement ou	
3° absence de sélection médicale ou du permis de	Remplacement sans délai du conducteur ou à défaut,
conduire requis;	
4° non respect de l'article 32, § 3 du règlement de police	résiliation du contrat
du 15 septembre 1976;	
- 1re infraction :	1 point
 <i>H) Sous-traitance du contrat (sans autorisation préalable</i>	résiliation du contrat
<i>du donneur d'ordre) :</i>	
 <i>I) Non respect d'un ordre reçu :</i>	5 points
 <i>J) Refus d'ordre caractérisé :</i>	résiliation du contrat

Obligations administratives et réglementaires

Art. 15. Le transporteur et les membres du personnel sont tenus de respecter toutes les obligations relatives aux services réguliers spécialisés et plus particulièrement celles définies par l'arrêté-loi du 30 décembre 1946 relatif aux transports rémunérés de voyageurs par route effectués par autobus et autocar et par ses arrêtés d'application.

Le transporteur doit assurer le transport en respectant les conditions légales et réglementaires relatives au transport en commun des élèves et doit respecter la législation sociale.

Par la conclusion du contrat, il atteste qu'il respecte les conditions légales et que le véhicule utilisé est assuré. Il doit communiquer au donneur d'ordre à première demande tous les documents ad hoc requis.

Le transporteur doit informer immédiatement, et au plus tard dans les deux heures, le donneur d'ordre de tout accident survenu au cours de l'exécution du contrat ayant provoqué une immobilisation du véhicule et des dommages corporels ou matériels.

Responsabilités

Art. 16. Le transporteur est responsable des personnes transportées dans le cadre des dispositions de l'arrêté royal du 15 septembre 1976.

Bureau déconcentré du transport scolaire / TEC

de (du)

du

AVENANT N°

Contrat du relatif au circuit n°

Entre : La Région wallonne, représentée par M., Directeur général, dont les bureaux sont situés à 5000 Namur,

Ou le TEC, représenté par M.....,

et

il est convenu que les dispositions suivantes font partie intégrante du contrat de base qui, ainsi amendé, régit les relations entre parties;

1) le kilométrage journalier de transport du circuit

fixé en dernier lieu à

devient/reste

kilomètres à partir

du

MOTIFS :

2) la capacité requise du véhicule

fixé en dernier lieu à

devient/reste

places assises adultes

kilomètres à partir

du

MOTIFS :

Les nouvelles feuilles de circuit, accompagnées des demandes de prises en charge ou des notifications de sortie, sont jointes en annexe dès lors qu'elles justifient une modification des rubriques 1 et 2 ci-avant.

3) le prix de transport

fixé en dernier lieu à
francs par kilomètre de transport
(HTVA) à partir du

devient/reste

kilomètres à partir

du

Nouveau prix en toutes lettres :

MOTIFS :

Ecart proportionnel entre le prix du contrat initial et le maximum du barème en vigueur :

4) le véhicule renseigné en dernier lieu devient à partir du/reste un véhicule de :

— marque

— année de construction

— type

— date de première mise en circulation

— n° de plaque

— date d'acquisition

— capacité technique

MOTIFS :

En cas de remplacement du véhicule, sont jointes au présent avenant les copies du certificat d'immatriculation, de la carte d'assurance et de la carte de contrôle technique.

Fait en autant d'exemplaires que de parties, chaque partie déclarant avoir reçu le sien,

Namur, le

Pour le transporteur,

Pour la Région wallonne,

Le Directeur général,

ou Pour le TEC,

Le

Transmis au transporteur par le B.R./TEC le :

Reçu du transporteur le :

Transmis à D.322 le :

Transmis au B.R. le :

Bureau déconcentré / TEC

de..... du

CONTRAT DE TRANSPORT SCOLAIRE — CIRCUIT n°

Entre :

La Région wallonne, représentée par son Gouvernement, en la personne du Ministre ayant les transports scolaires dans ses attributions, M.

ou le TEC, représenté par son Directeur général, M.

et (nom et domicile ou raison sociale et siège social du transporteur)

.....

N° de certificat de capacité professionnelle

il est convenu que les élèves de

.....

sont transportés aux conditions suivantes :

il est précisé qu'en cas de prestations différentes suivant les jours de la semaine, mention du ou des jours concernés est faite en regard de la rubrique ad hoc.

1. Le transport est assuré comme suit :

— itinéraire : voir feuilles de circuit et listes d'élèves ci-annexées

— capacité requise du véhicule en nombre de places assises adultes :

.....

— nombre journalier moyen de kilomètres du circuit :

.....

— prix par kilomètre de transport (taxes et charges comprises à l'exclusion de la TVA) (en toutes lettres) :

.....

— véhicule offert : - marque
 - type
 - capacité offerte
 - n° plaque
 - année de construction
 - date de première mise en circulation
 - date d'acquisition

2. Le présent contrat est conclu sur base du cahier des charges type en matière de transport des élèves fréquentant les établissements d'enseignement organisés ou subventionnés par la Communauté française, tel qu'annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 avril 1995.

3. Le service est organisé tous les jours scolaires. Pour l'itinéraire à suivre, l'horaire du service, la fixation des haltes, le transporteur se conforme aux indications de la première soussignée.

4. Les factures seront établies conformément à l'article 9 du cahier des charges type. Elles seront adressées au M.E.T., Direction du transport scolaire, Bureau déconcentré de.....

à..... ou au TEC,

5. Le présent contrat prend cours le.....et prendra fin, en principe, le.....

6. Conformément à l'article 11 du cahier des charges type, le prix du kilométrage de transport est adapté le premier jour de chaque rentrée scolaire sur base des prescriptions de cet article.

7. Fait en autant d'exemplaires que de parties, chaque partie déclarant avoir reçu le sien,

Pour le transporteur,

Pour la Région wallonne,
 Le Ministre de l'Aménagement du Territoire,
 de l'Équipement et des Transports
 ou Pour le TEC,
 Le Directeur général,

Namur, le

Transmis au transporteur par le B.R. le :

Reçu du transporteur le :

Transmis à la D.322 le :

Transmis au B.R. le :

Ministère wallon de l'Équipement et des Transports / TEC

Direction du Transport scolaire

Bureau déconcentré de

SOUSSION DU.././.. — CIRCUIT N°

Le (la) soussigné(e) ayant son domicile (siège social) à

..... (représentée par)

s'engage à effectuer le service de transport d'élèves aux conditions actuelles suivantes :

Capacité requis	Moyenne kilométrique	Fréquentation maximale					
		élèves à 1 place	élèves à 2/3 places	Elève avec voiture N repliable	Voit. repliable	convoyeur	TOTAL
places assises adultes							

Marge tarifaire		Capacité offerte	Prix proposé au km	
Minimum	Maximum		en chiffres	et en lettres

avec un véhicule présentant les caractéristiques suivantes :

- | | |
|---|-------------------------------------|
| - nombre de places assises adultes dont | - marque : |
| sièges à 1 place | - type : |
| sièges à 2 places | - n° plaque : |
| sièges à 3 places | - année de construction : |
| sièges à 4 places | - date de 1re mise en circulation : |
| sièges à 5 places | - date d'acquisition : |

Mentions éventuelles d'un équipement requis ou des conditions particulières d'exécution du circuit.

Immatriculation ONSS :

Numéro de TVA :

Numéro de compte bancaire :

Documents à joindre :

— copie du certificat de compétence professionnelle

— copie du certificat d'immatriculation, du certificat de visite et du rapport d'identification du véhicule

— copie du bon de commande éventuel avec les caractéristiques du véhicule demandé, ainsi que l'engagement formel du constructeur quant à la date de livraison

— attestation ONSS relative à l'avant dernier trimestre écoulé

Fait à

Le

Le soumissionnaire,

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} avril 1999 portant approbation des modifications au cahier des charges type en matière de transport des élèves des établissements d'enseignement organisés ou subventionnés par la Communauté française sur le territoire de la région de langue française, approuvé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 avril 1995.

Namur, le 1^{er} avril 1999.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Économie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,

R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Équipement et des Transports,

M. LEBRUN

VERTALING

WAALS MINISTERIE VAN UITRUSTING EN VERVOER

N. 99 — 1992

[C - 99/27485]

1 APRIL 1999. — Besluit van de Waalse Regering tot goedkeuring van de wijzigingen aangebracht in het typebestek voor het vervoer van leerlingen die de door de Franse Gemeenschap op het grondgebied van het Franse taalgebied georganiseerde of gesubsidieerde onderwijsinstellingen bezoeken, goedgekeurd bij het besluit van 27 april 1995

De Waalse Regering,

Gelet op de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, zoals gewijzigd;

Gelet op de wet van 6 juli 1970 op het buitengewoon onderwijs;

Gelet op het decreet II van de Franse Gemeenschap van 19 juli 1993 tot toekenning van de uitoefening van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie, inzonderheid op artikel 3, 5°;

Gelet op het decreet II van het Waalse Gewest van 22 juli 1993 tot toekenning van de uitoefening van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie, inzonderheid op artikel 3, 5°;

Gelet op het decreet van het Waalse Gewest van 16 juli 1998 houdende reglementering van het vervoer van leerlingen die de door de Franse Gemeenschap op het grondgebied van het Franse taalgebied georganiseerde of gesubsidieerde onderwijsinstellingen bezoeken;

Gelet op het besluit van de Regent van 15 juni 1947 houdende bepalingen betreffende de verzekering van de automobielen gebezigd voor bezoldigd personenvervoer;

Gelet op het besluit van de Regent van 20 september 1947 houdende algemeen reglement betreffende het geregeld vervoer, het geregeld tijdelijk vervoer, de bijzondere vormen van geregeld vervoer en het ongeregeld vervoer;

Gelet op het koninklijk besluit van 7 februari 1974 betreffende de wijze waarop de reisonkosten van leerlingen uit het buitengewoon onderwijs ten laste genomen worden door de Staat;

Gelet op het koninklijk besluit van 15 september 1976 houdende reglement op de politie van personenvervoer per tram, premetro, metro, autobus en autocar;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 27 april 1995 tot goedkeuring van het typebestek voor het vervoer van leerlingen die de door de Franse Gemeenschap op het grondgebied van het Franse taalgebied georganiseerde of gesubsidieerde onderwijsinstellingen bezoeken;

Gelet op het advies gegeven op 25 augustus 1998 door de Commissie voor gespecialiseerde geregelde diensten, ingesteld bij het besluit van de Waalse Regering van 8 juli 1993;

Op de voordracht van de Minister van Ruimtelijke Ordening, Uitrusting en Vervoer,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit regelt, overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet, een aangelegenheid bedoeld in artikel 127 van de Grondwet.

Het is van toepassing op het grondgebied van het Franse taalgebied.

Art. 2. De wijzigingen aangebracht in het typebestek voor het vervoer van leerlingen die de door de Franse Gemeenschap op het grondgebied van het Franse taalgebied georganiseerde of gesubsidieerde onderwijsinstellingen bezoeken, goedgekeurd bij het besluit van 27 april 1995, worden goedgekeurd.

Art. 3. De gecoördineerde versie van het typebestek wordt als bijlage bijgevoegd.

Art. 4. De Minister tot wiens bevoegdheden het leerlingenvervoer behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 1 april 1999.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, K.M.O's, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Uitrusting en Vervoer,
M. LEBRUN

 Bijlage

Typebestek voor het vervoer van leerlingen die de door de Franse Gemeenschap op het grondgebied van het Franse taalgebied georganiseerde of gesubsidieerde onderwijsinstellingen bezoeken

Begripsomschrijving

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° opdrachtgever : het Waalse Gewest, Waals Ministerie van Uitrusting en Vervoer, Algemene Directie Vervoer of het openbaar exploitatiebedrijf « TEC » dat voor de betrokken zone bevoegd is;

2° vervoerder : de natuurlijke persoon of de rechtspersoon wiens activiteit bestaat in het bezoldigde personenvervoer d.m.v. motorvoertuigen;

3° de Minister : de Minister tot wiens bevoegdheden het leerlingenvervoer behoort;

4° vervoerkilometers : aantal kilometers van het gesloten theoretische traject, met de onderwijsinstelling of de als laatste bediende onderwijsinstelling als vertrek- en aankomstpunt, dat de ophaaldienst langs de kortste rijweg mogelijk maakt;

5° gemiddelde dagelijkse kilometrager : quotiënt van de wekelijkse vervoerkilometers gedeeld door het aantal trajecten tijdens die periode.

6° categorie : geheel van de verschillende voertuigcapaciteiten waarvoor dezelfde prijs per kilometer wordt toegepast;

7° zitplaats voor volwassenen : zitplaats die, op grond van de technische voorschriften van het voertuig, bestemd is voor een persoon van minimum 13 jaar;

8° capaciteit : bepaling van het aantal reizigers in een voertuig, uitgedrukt in het aantal zitplaatsen voor volwassenen.

9° schooljaarbegin : begin van het nieuwe schooljaar.

Onderwerp

Art. 2. De vervoerder verbindt zich tegenover de opdrachtgever tot het vervoer van leerlingen in het kader van een gespecialiseerde geregelde dienst.

Die verbintenis betreft o.a. de betrouwbaarheid en de veiligheid van de dienst.

Niettegenstaande de wijzigingen van de basisgegevens, mag de vervoerofferte niet gewijzigd worden t.o.v. de in hiernavolgende artikel 3, § 5, bedoelde criteria, behoudens voorafgaande toestemming van de opdrachtgever.

Om deze dienst te organiseren bepaalt de opdrachtgever de nodige halteplaatsen (in- en uitstappen) en de capaciteit van het voertuig; op eigen initiatief of door uitdrukkelijke goedkeuring van de door de vervoerder afgegeven reisbladen bepaalt hij het traject, de dienstregeling en het aantal vervoerkilometers.

De halteplaatsen moeten ten minste 500 m van elkaar verwijderd zijn, behalve behoorlijk gemotiveerd geval.

Procedure

Art. 3. § 1. De concessie van een dienst voor leerlingenvervoer wordt toegekend overeenkomstig de volgende bepalingen. Voor zover ze met die bepalingen overeenstemmen, zijn ook van toepassing de voorschriften van de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en die van het koninklijk besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en de concessies voor openbare werken in zoverre dat zij de procedure van de beperkte offerteaanvraag en de onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking betreffen.

Voor elk traject wordt een afzonderlijke overeenkomst gesloten en een afzonderlijke gunningprocedure uitgevoerd.

§ 2. De gunningprocedure d.m.v. een beperkte offerteaanvraag is de regel. Ze wordt hierna nader bepaald.

Per « TEC »-exploitatieperimeter wordt een lijst opgemaakt van de vervoerders die een offerte zouden kunnen indienen. Elke vervoerder kan steeds vragen om op één of meer lijsten te worden opgenomen. Hij zendt de opdrachtgever een geschreven aanvraag waarin hij zijn personalia opgeeft, alsook de vervoerzone(s) waarvoor hij belang toont. Die gegevens hebben bewijskracht zolang de vervoerder geen andere meedeelt.

Nadat de opdrachtgever de kandidaturen heeft onderzocht, keurt hij de lijst goed.

De vervoerder krijgt bevestiging van zijn inschrijving.

Elke weigering van inschrijving moet met redenen omkleed zijn en wordt aan de vervoerder meegedeeld.

Een vervoerder kan van bovenbedoelde lijst geschrapt worden bij beslissing van de opdrachtgever, gemotiveerd door ernstige redenen. Die beslissing wordt hem zo spoedig mogelijk meegedeeld.

Tegen een beslissing waarbij de inschrijving wordt geweigerd of ingetrokken kan binnen 30 dagen na de mededeling ervan bij aangetekende brief beroep worden ingesteld bij de Minister. Als de inschrijving wordt ingetrokken, heeft het beroep geen schorsende kracht. De Minister beschikt over een termijn van 45 dagen vanaf de ontvangst van de mededeling van het beroep om te beslissen.

Bij gebrek aan beslissing binnen die termijn, wordt ze geacht gunstig te zijn voor de vervoerder.

In de loop van de maand januari worden de vervoerders die op 31 december van het voorafgaande jaar op de lijst vermeld staan via een bericht in kennis gesteld van de gezamenlijke dienstconcessies die in de loop van het kalenderjaar vervallen.

De vervoerder die na die datum op de lijst voorkomt, wordt in kennis gesteld van de concessies die vervalt na vijf maanden na de datum van indiening van zijn inschrijvingsaanvraag waarvan hij het bewijs moet kunnen leveren.

De vervoerder die drie maanden vóór het verstrijken van de overeenkomst een concessie heeft aangevraagd, wordt verzocht een prijsofferte in te dienen.

Het verzoek vermeldt o.a. de personalia van de opdrachtgever die informatie kan verstrekken, de referentie-basisgegevens, het adres waar de offertes moeten worden ingediend, de gunningcriteria, de datum en het uur van de openbare opening van de offertes.

§ 3. Naast de bovenvermelde reglementaire bepalingen, moeten de vervoerders de volgende voorschriften in acht nemen wanneer zij een offerte doen :

— de offerte wordt in het Frans opgesteld aan de hand van het bij dit bestek gevoegde formulier waarvan alle rubrieken ingevuld moeten worden.

De vervoerder neemt de nodige voorzorgsmaatregelen om zijn offerte met kennis van zaken in te dienen. Zonodig geeft hij, op straffe van uitsluiting, ten minste acht dagen vóór de opening van de offertes kennis van de fouten of gebreken die hij in het verzoek heeft vastgesteld;

— de prijzen liggen binnen de tariefmarges van de toegepaste schaal bepaald op grond van de standaardkostprijs die wordt goedgekeurd door de Commissie voor gespecialiseerde geregelde diensten, ingesteld bij het besluit van de Waalse regering van 8 juli 1993. De schaal wordt jaarlijks in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt;

— de aangeboden voertuigcapaciteit moet ten minste overeenstemmen met de vereiste capaciteit en mag niet groter zijn dan de op het attest van de technische controle vermelde capaciteit;

— aanvaard worden alleen de voertuigen die uiterlijk 31 december van hun twaalfde jaar door de vervoerder gekocht worden en die minder dan 15 jaar oud zijn bij de opening van de offertes. De grens van 12 jaar wordt berekend vanaf 1 januari volgend op de datum van de eerste ingebruikneming; de grens van 15 jaar wordt berekend vanaf de datum van de eerste ingebruikneming;

— bij de offerte worden een afschrift van het registratiebewijs, van het identificatieverslag en van de kaart van de technische controle van het voertuig gevoegd;

— een afschrift van de bestelbon voor een voertuig waarvan de geboden capaciteit volstaat, dat bij de offerte wordt gevoegd, wordt aanvaard als bewijs dat het voertuig geleverd zal worden vooraleer de overeenkomst begint te lopen op voorwaarde dat bij die bon een inschrijvingsaanvraag, belastingzegels en een vignet 705 of elk ander gelijkwaardig stuk worden gevoegd. In dit geval moeten de voorwaarden inzake de technische controle, registratie of verzekering vervuld worden uiterlijk de dag waarop de overeenkomst begint te lopen.

§ 4. Bij de opening van de offertes worden de naam van de vervoerder, de geboden prijs en de opmerkingen betreffende de kenmerken van het voorgestelde voertuig afgekondigd.

§ 5. De opdrachtgever kiest de offerte die hij het meest interessant vindt op grond van de criteria vermeld in het verzoek om een offerte in te dienen, met name in dalende volgorde van belang :

- de prijs,
- de dienstveiligheid, geschat o.a. op grond van de opmerkingen die eventueel op de kaart van de technische controle voorkomen en de in het verzoek vermelde technische voorschriften,
- de dienstkwaliteit, geschat o.a. op grond van het aantal geboden zitplaatsen voor volwassenen, de schikking van de zetels alsook de gebruiksduur van het voorgestelde voertuig,
- de dienstcontinuïteit, geschat o.a. op grond van de beschikbaarheid van het voertuig voorgesteld bij de indiening van de offertes en de maatregelen genomen om elke dienststoring te voorkomen.

Het evenwicht van de criteria wordt vermeld in het verzoek om een offerte in te dienen.

Als verschillende offertes worden weerhouden, zal de opdrachtgever hetzij de betrokken vervoerders uitnodigen hun offerte te verbeteren, met inachtneming van de in § 3, tweede streepje, van dit artikel bedoelde tariefmarges, hetzij tot een loting overgaan.

Overeenkomst — Aanhangsel

Art. 4. § 1. Tussen de opdrachtgever en de vervoerder, aangewezen als onderneming waaraan de dienst wordt toegewezen, wordt een overeenkomst gesloten waarvan het model bij dit bestek gaat.

Elke wijziging in de overeenkomst zal het voorwerp uitmaken van een genummerd aanhangsel dat door beide partijen wordt getekend. Een model van aanhangsel gaat bij dit bestek.

§ 2. De vervoerder mag zijn overeenkomst noch afstaan noch geheel of gedeeltelijk door een derde laten uitvoeren zonder voorafgaande geschreven toelating van de opdrachtgever.

In dit geval wordt de akte van overdracht van de concessie in de vorm van een aanhangsel bij de overeenkomst gevoegd en staat erin vermeld dat de concessie wordt voortgezet onder de in de overeenkomst of in het laatste erbij gevoegde aanhangsel bepaalde voorwaarden.

§ 3. In geval van gedeeltelijke of gehele overdracht van de activiteiten van leerlingenvervoer van de vervoerder, van fusie of splitsing van zijn onderneming, wordt de geschreven toestemming van de opdrachtgever vereist voor de overdracht van de uitdrukkelijk geïdentificeerde concessie(s).

Een afschrift van de akte van overdracht van de concessie zal in de vorm van een aanhangsel bij de hoofdovereenkomst gevoegd worden.

Rijdend personeel

Art. 5. De bestuurder van het voertuig moet steeds in het bezit zijn van het vereiste rijbewijs, een geldig medisch attest en de documenten betreffende de sociale voorzieningen.

De afgevaardigde van de opdrachtgever moet vlot toezicht kunnen houden op het personeel en het voertuig, alsook op de behoorlijke uitvoering van de dienst.

Voertuigen - Gebruiksduur - Capaciteit

Art. 6. § 1. Voor de geregelde gespecialiseerde dienst moet voortdurend gebruik gemaakt worden van een voertuig dat overeenkomstig de wettelijke en reglementaire bepalingen in goede staat is bevonden door de bevoegde diensten van de technische controle.

De opdrachtgever kan personeel afvaardigen om na te gaan of het voertuig binnen en buiten in goede staat is en, in geval van ongunstig verslag, de vervoerder nauwkeurige instructies geven om de vastgestelde gebreken te verhelpen. Onder bewarende titel mag hij het gebruik van het voertuig zelfs verbieden als de veiligheid van de vervoerde personen niet verzekerd kan worden.

§ 2. Een voertuig van meer dan 12 jaar mag niet gebruikt worden voor een geregelde gespecialiseerde dienst.

Elk voertuig moet buiten dienst gesteld worden uiterlijk aan het einde van het schooljaar waarin het de gebruiksduur van 15 jaar bereikt.

De gebruiksduur van het voertuig wordt berekend zoals bepaald in artikel 3, § 3, vierde streepje.

§ 3. De voertuigen moeten voorzien zijn van een efficiënt verwarmingssysteem in verhouding tot hun capaciteit. Longitudinale banken zijn verboden in voertuigen die voorgesteld worden in het kader van de in artikel 3, § 2 bedoelde procedure.

§ 4. De capaciteit van de voertuigen wordt berekend op grond van de volgende gegevens :

1° Kinderen onder dertien jaar die het gewoon of het buitengewoon onderwijs, type 1, 3, 5, 8, in de zin van artikel 5 van het koninklijk besluit van 28 juni 1978, volgen.

Elk kind wordt geacht 2/3 van een zitplaats voor volwassenen te bezetten.

De berekening is de volgende :

een zitplaats voor twee volwassenen : $2 = x \cdot 2/3$ $x = 3$ kinderen;

een zitplaats voor drie volwassenen : $3 = x \cdot 2/3$ $x = 4,5$ afgerond op 4 kinderen;

een zitplaats voor vier volwassenen : 6 kinderen;

een zitplaats voor vijf volwassenen : 7 kinderen;

enz.

Eenpersoonszitplaatsen komen niet in aanmerking voor deze berekening.

De kinderen die het buitengewoon onderwijs van type 3 volgen, hebben evenwel recht op een zitplaats voor volwassenen, voor zover zij meer dan 50 % van het maximumaantal vervoerde leerlingen vertegenwoordigen op spitsuren.

2° Gehandicapte kinderen zonder rolstoel.

Gehandicapte kinderen van het type 2, 4, 6, 7, bezetten een zitplaats voor volwassenen, ongeacht hun leeftijd.

3° Gehandicapte kinderen met rolstoel.

Een rolstoel neemt de plaats in van verschillende zitplaatsen voor volwassenen. De capaciteit wordt berekend als volgt :

Aantal niet-opgevouwen rolstoelen	Aantal bezette plaatsen
1	4
2	6
3	10
4	12
5	16
6	18
7	22
8	24
9	28
10	30
11	34
12	36
13	40
14	42

Een opgebouwde rolstoel wordt gelijkgesteld met een zitplaats voor volwassen voor zover hij in de passagiersruimte van het voertuig wordt geplaatst.

4° Voor gehandicapte kinderen van het type 2 en 4,

voorziet de vervoerder, op schriftelijk verzoek van de opdrachtgever, de zitplaatsen voor volwassenen op eigen kosten van veiligheidsgordels en plaatst hij, eveneens op eigen kosten, de door de ouders verschaft gipsbedden.

De gordels voldoen aan de geldende wettelijke bepalingen.

§ 5. De elevator waarmee een voertuig eventueel uitgerust is, komt niet in aanmerking voor de bepaling van de capaciteit.

De vervoerder die, op aanvraag van de opdrachtgever bij de gunning van de concessie of met zijn uitdrukkelijke instemming, het gebruikte voertuig van deze elevator voorziet, geniet evenwel een maandelijkse tegemoetkoming van 3.500 BEF. Deze tegemoetkoming, die door de Minister kan worden herzien, wordt op de in artikel 9 bedoelde maandelijkse rekening ingeschreven.

Als de aanvraag van de opdrachtgever in de loop van de overeenkomst wordt ingediend, wordt de maandelijkse vergoeding in onderlinge overeenstemming vastgesteld.

Prijs

Art. 7. § 1. De prijs per vervoerkilometer wordt vastgesteld op grond van de vereiste capaciteit van het voertuig en van het gemiddelde dagelijkse aantal kilometers, voorzien bij de offerteaanvraag, bij het sluiten van de overeenkomst of zoals zij werden gewijzigd bij aanhangsel bij de oorspronkelijke overeenkomst. Deze prijs omvat alle taken en lasten die op het vervoer bezwaren, exclusief BTW.

Het ten laste nemen van begeleidingspersoneel geeft geen aanleiding tot extra kilometers.

§ 2. De voor hetzelfde traject vereiste capaciteiten kunnen verschillen naar gelang van de dag, 's morgens, 's middags en 's avonds. Deze wijziging beperkt zich evenwel tot het vaststellen van één capaciteit per dag, behalve op maandag en vrijdag in geval van vervoer van interne leerlingen, en tot maximum twee verschillende capaciteiten voor het geheel van de weekdays.

Voor de bepaling van de vereiste capaciteit wordt rekening gehouden met het begeleidingspersoneel.

Art. 8. De toegelaten prijs voor een dienst verzekerd d.m.v. een voertuig van een vereniging zonder winstoogmerk, een niet-professionele feitelijke vereniging, een gemeente of een provincie, is gelijk aan 80 % van het minimumtarief bedoeld in de schaal waarvan sprake in artikel 3, § 3, tweede streepje.

Facturering

Art. 9. De facturen worden maandelijks in drievoud op naam van de opdrachtgever opgemaakt wanneer alle dienstverleningen van de maand waarop zij betrekking hebben, verricht zijn. Als de maand van het begin of van het einde van het schooljaar minder dan 6 schooldagen telt, komen de desbetreffende dienstverleningen respectievelijk op de factuur van de volgende of de vorige maand te staan.

De facturen van september en oktober worden opgemaakt aan de hand van de gegevens die op de laatste factuur van het vorige schooljaar voorkomen, behalve voor de overeenkomsten die op 1 september in werking treden. Ze worden aangepast bij het opmaken van de factuur van de maand november.

De facturen moeten uiterlijk de twintigste van de volgende maand aan de opdrachtgever gestuurd worden.

Er wordt één factuur per concessie opgemaakt.

Onverminderd de wettelijke voorschriften komen de volgende gegevens op deze factuur voor :

- de betrokken maand(en) en het trajectnummer;
- de datum van de overeenkomst of die van het aanhangsel en het nummer ervan;
- het gemiddelde dagelijkse aantal vervoerkilometers en het aantal werkdagen gedurende de maand(en) waarop de factuur betrekking heeft, met een forfaitair minimum van 60 km per dag, behalve voor de in artikel 8 bedoelde diensten, waarvoor het aantal werkelijk afgelegde kilometers vermeld wordt;
- de prijs per vervoerkilometer;
- het totaalbedrag van de vervoerkosten;

- het BTW-bedrag en -tarief;
- het te betalen totaalbedrag, op de frank afgerond (de decimaal gelijk aan 5 of meer wordt op de eenheid naar boven afgerond);
- de vermelding « waar en oprecht verklaard voor een bedrag van... frank » (voluit schrijven);
- de datum en de handtekening van de vervoerder.

Wijzigingen van de basisgegevens

Art. 10. De volgende gegevens kunnen naar gelang van de behoeften onder de hiernavermelde voorwaarden door de opdrachtgever worden gewijzigd :

1° het aantal vervoerkilometers :

in geval van wijziging van het traject wordt de wijziging van het aantal vervoerkilometers toegepast zodra ze aan de vervoerder wordt meegedeeld. Bij het wederopmeten van het traject kan een wijziging van het aantal kilometers vastgesteld worden. In dit geval gaat de wijziging in vanaf de datum van de toepassing van het laatste aanhangsel betreffende de wijziging van de kilometers en op z'n vroegst in het begin van het lopende schooljaar;

2° de capaciteit van het voertuig :

— de verhoogde capaciteit van het voertuig gaat in zodra zij aan de vervoerder wordt meegedeeld;

De capaciteit wordt in voorkomend geval één keer per trimester verminderd, met hoogstens één vermindering van twee opeenvolgende categorieën per schooljaar. De referentiecapaciteit wordt vastgesteld op 30 juni van het vorige schooljaar.

Voor het eerste trimester van het schooljaar gaat de vermindering op z'n vroegst in november in. Voor een nieuwe overeenkomst wordt de capaciteitsvermindering beperkt tot maximum één categorie gedurende het eerste lopende schooljaar.

Art. 11. Wat de meerjarige overeenkomsten betreft, wordt de basisprijs op de eerste dag van elk schooljaar aangepast, voor zover de aanpassing het gevolg is van een wijziging van de in artikel 3, § 3, tweede streepje, bedoelde tarieven. Die aanpassing betreft de tarieven die van toepassing zijn op de datum van de opstelling van de overeenkomst of op de datum van de laatste prijswijziging.

Voor de toepassing van het eerste lid van dit artikel en van artikel 10 moet het verschil tussen de nieuwe prijzen evenredig blijven met het verschil tussen de vorige prijs van de overeenkomst en het toegestane maximumtarief van toepassing bij het sluiten van voornoemde overeenkomst.

Periode

Art. 12. Onverminderd de toepassing van artikel 13 loopt de overeenkomst aangegaan na een procedure van beperkte offerteaanvraag over een periode van tien jaar. De overeenkomsten gesloten na een onderhandelingsprocedure worden tot de duur van het schooljaar beperkt.

Ontbinding en opschorting

Art. 13. § 1. De overeenkomst eindigt zonder opzegging noch vergoeding wanneer de administratieve vergunning van de gespecialiseerde geregelde dienst, afgegeven door de Regering, ingetrokken wordt.

§ 2. Bij wederzijds akkoord kunnen de partijen elk ogenblik een einde stellen aan hun overeenkomst.

§ 3. De vervoerder die de bij dit bestek bepaalde verplichtingen niet nakomt en de door de opdrachtgever gegeven schriftelijke richtlijnen niet in acht neemt, wordt gestraft met de in artikel 14 bedoelde straffen en, in voorkomend geval, met de ontbinding van de overeenkomst, zonder vergoeding noch opzegging.

Indien de opdrachtgever, na de ontbinding van de overeenkomst, een nieuwe overeenkomst moet aangaan die duurder is, komt het verschil ten laste van de vervoerder tot de nieuwe overeenkomst vervalt.

§ 4. De lopende overeenkomsten kunnen door de opdrachtgever vroegtijdig ontbonden worden ten gevolge van een beslissing genomen overeenkomstig artikel 6 van het decreet van 16 juli 1998 waarbij de voorrang van het openbaar vervoer t.o.v. de gespecialiseerde dienst opnieuw bevestigd wordt.

De overeenkomst mag niet ontbonden worden vóór het einde van het schooljaar waarin de opzegging wordt betekend. Vergoeding is uitgesloten.

§ 5. De lopende overeenkomsten worden zonder opzeggingstermijn noch vergoeding ontbonden wanneer de dienst doelloos is geworden bij gebrek aan leerlingen ten gevolge van de sluiting van één of meer onderwijsinstellingen.

§ 6. De lopende overeenkomsten kunnen door de opdrachtgever vervroegd ontbonden worden ten gevolge van een reorganisatie van de trajecten in één of meer zones.

Deze ontbinding gaat slechts in aan het einde van het lopende schooljaar, op het moment van de kennisgeving ervan.

De bij de ontbinding van de overeenkomst(en) betrokken vervoerder wordt vergoed ten belope van 1 % van de bezoldiging die hij tot de normale vervaldatum van de overeenkomst had kunnen genieten. Die bezoldiging wordt berekend aan de hand van de basisgegevens die beschikbaar zijn op het moment van de ontbinding. Het jaar van de kennisgeving van de ontbinding komt niet meegerekend.

Bovendien wordt deze vergoeding slechts toegekend voor zover de vervoerder, die de ontbonden overeenkomst heeft ondertekend, ten gevolge van de herstructurering van de zone één of meer overeenkomsten niet in de wacht heeft kunnen slepen waarvan de basisgegevens gelijkwaardig worden geacht, of voor zover hij geen gelijkwaardig geachte vermeerdering van de basisgegevens heeft genoten op één of meer trajecten waarvan hij houder is in voornoemde herstructureerde zone.

Gelijkwaardig worden geacht de basisgegevens die geen vermindering van de lopende jaarlijkse bezoldiging van meer dan 10 % tot gevolg hebben.

Fouten en tekortkomingen

Art. 14. § 1. Als de vervoerder de voorschriften van de overeenkomst of de schriftelijke voorschriften van de opdrachtgever niet in acht neemt, wordt een proces-verbaal opgemaakt waarvan hem onmiddellijk een afschrift bij ter post aangetekende brief wordt toegezonden.

De vervoerder moet onmiddellijk gevolg geven. Hij mag zijn verweermiddelen bij ter post aangetekende brief aan de opdrachtgever doen gelden binnen 10 kalenderdagen na de verzenddatum. Na afloop van deze termijn wordt zijn stilzwijgen als een erkenning van de vastgestelde feiten beschouwd.

Bij gebrek aan verweermiddelen of aan erkenning van de gegrondheid ervan, past de opdrachtgever de in § 6 hieronder bedoelde straf toe, onverminderd een eventuele schadevergoeding of een andere schadeloosstelling.

De vervoerder die zijn verweermiddelen geregeld heeft doen gelden, mag de tekortkoming(en) die hem verweten wordt/worden en waarvoor een straf werd toegepast, binnen 10 dagen na kennisgeving van de voorziene straf aanhangig maken bij de Commissie voor gespecialiseerde geregelde diensten. Dit beroep, dat niet opschortend is, staat op de agenda van de volgende vergadering van de Commissie.

§ 2. De tekortkomingen te wijten aan overmacht zoals stakingen, lock-out, oorlogsonlusten, verkeersongevallen of stilleggen van het verkeer, verkeersomleidingen en slechte weersomstandigheden sluiten elke verantwoordelijkheid van de vervoerder uit en geven de opdrachtgever geen recht op een vergoeding noch op de ontbinding van de overeenkomst.

Pech, lekke banden, schade aangericht aan zijn voertuigen door elementen of personen die deel uitmaken van het bedrijf, een gebrek aan onderhoud of een slecht onderhoud worden niet als overmacht beschouwd en stellen de vervoerder dus niet vrij van zijn verantwoordelijkheid en van de toepassing van de in § 6 bedoelde straffen.

§ 3. In de loop van de overeenkomst mag het betrokken voertuig slechts in de volgende gevallen door een ander voertuig worden vervangen :

- als de opdrachtgever een capaciteitswijziging eist die een verandering van voertuig als gevolg heeft;
- als het onbeschikbaar is omwille van een technisch probleem;
- als het vanwege zijn gebruiksduur buiten dienst wordt gesteld;
- als de opdrachtgever een betere dienstkwaliteit wenst.

De vervoerder stelt de opdrachtgever in kennis van het kenteken, het merk, de datum van ingebruikneming, de capaciteit van het vervangingsvoertuig en de schikking van de zetels. Dit voertuig moet voldoen aan de in artikel 6, § 2, bedoelde gebruiksduurvoorwaarden.

De vervanging van het voertuig om technische redenen mag de nodige tijd voor de vereiste technische controle niet overschrijden.

In dit geval moet, in afwijking van artikel 4, § 1, tweede lid, alleen de vervoerder die partij bij de overeenkomst is, de opdrachtgever onmiddellijk en behoorlijk inlichten.

§ 4. Als overmacht of technische onbeschikbaarheid hem beletten de dienst zelf waar te nemen, mag de vervoerder zich door een andere vervoerder laten vervangen.

In afwijking van artikel 4, § 1, tweede lid, moet alleen de vervoerder die partij bij de overeenkomst is, de opdrachtgever onmiddellijk en uitvoerig informeren, waarbij alleen de vervoerder verantwoordelijk blijft voor de uitvoering van de overeenkomst. Met name de redenen en de duur van de vervanging moeten nauwkeurig opgegeven worden.

Het feit dat een andere dienst wordt verleend met een voertuig dat voor leerlingenvervoer wordt gebruikt, wordt niet als een geval van overmacht beschouwd.

§ 5. De niet-nakoming en de overtredingen van dit bestek, van de schriftelijke voorschriften en van de hiernavermelde reglementen geven aanleiding tot straffen, uitgedrukt in punten, of tot de ontbinding van de overeenkomst.

Deze straffen worden door de opdrachtgever bepaald en schriftelijk meegedeeld aan de vervoerder. Ze hebben onmiddellijk gevolg.

Elk strafpunt stemt overeen met een inhouding gelijk aan de bezoldiging voor 10 kilometer tegen de prijs van de overeenkomst of van het laatste aanhangsel op het moment van de feiten.

Dit bedrag wordt afgetrokken van het te betalen bedrag van de factuur voor de dienstverleningen van de volgende maand.

§ 6. De niet-nakoming en de overtredingen alsmede de straffen die ermee gepaard gaan, worden als volgt ingedeeld :

In geval van herhaling van de overtreding binnen hetzelfde schooljaar wordt de toegepaste straf telkens verdubbeld, met een mogelijke ontbinding van de overeenkomst vanaf de tweede herhaling.

De straffen zijn cumulatief.

Inhoud	Waarde
A) Vertraging in de verzending van administratieve of boekhoudkundige documenten of in het verstrekken van schriftelijk aangevraagde gegevens waarvoor een termijn is opgelegd :	
— eerste overtreding	1 punt per weekdag (zaterdag niet inbegrepen)
B) Voertuig :	
1° vuil aan de buiten- of binnenkant vooraleer de rit wordt aangevat	1 punt per schooldag
2° onvoldoende verwarming	2 punten per schooldag
3° kaart van de technische controle	
rijverbod :	ontbinding van de overeenkomst
b) verlopen kaart :	
- eerste overtreding	6 punten
c) geen kaart in het voertuig :	
- eerste overtreding	6 punten

4° verzekering :	
a) geen verzekeringskaart in het voertuig :	5 punten
b) geen verzekering :	ontbinding van de overeenkomst
5° ander voertuig dan dat vermeld in de overeenkomst of in het laatste aanhangsel :	
- eerste overtreding	5 punten per schooldag
C) Niet naleven van het rooster (1/4 uur toegestaan) :	
- eerste overtreding	1 punt per kwartier na het eerste
D) Niet-inachtneming van het traject of afschaffing van een deel ervan :	
- eerste overtreding	2 punten
E) Vrijwillig een leerling niet ophalen of niet laten uitstappen in de loop van een rit of niet-goedgekeurde ophaling van een persoon	
- eerste overtreding	8 punten
F) Facturering van een te groot aantal vervoerkilometers (10 % zijn toegestaan), onverminderd de herhaling van het niet-verschuldigde bedrag	
- eerste overtreding	4 punten
G) Bestuurder	
1° alcoholgebruik tijdens de dienst of alcoholgehalte hoger dan wat toegelaten is bij de wet, of	onmiddellijke of vereist rijbewijs vervanging van de bestuurder of, zoniet, ontbinding van de overeenkomst
2° seksuele afwijking t.o.v. vervoerde leerlingen of het begeleidingspersoneel, of	
3° geen medische selectie	
4° niet naleven van artikel 32, § 3, van het politiereglement van 15 september 1976.	
- eerste overtreding	1 punt
H) Onderaanbesteding van de overeenkomst (zonder voorafgaande toestemming van de opdrachtgever)	ontbinding van de overeenkomst
I) Een bevel naast zich neerleggen	5 punten
J) Bevelweigering	ontbinding van de overeenkomst

Administratieve en reglementaire verplichtingen

Art. 15. De vervoerder en de personeelsleden zijn ertoe gehouden alle verplichtingen betreffende de geregelde gespecialiseerde autobusdiensten na te komen en in het bijzonder degene bepaald bij het wetsbesluit van 30 december 1946 betreffende het bezoldigde vervoer van reizigers per rijweg uitgevoerd per autobus en bij de toepassingsbesluiten ervan.

De vervoerder moet aan de wettelijke en reglementaire voorwaarden betreffende het leerlingenvervoer voldoen en de sociale wetgeving in acht nemen.

Door de overeenkomst te sluiten, bewijst hij dat hij aan de wettelijke voorwaarden voldoet en dat het gebruikte voertuig verzekerd is. Hij moet bij de eerste aanvraag van de opdrachtgever deze laatste alle vereiste documenten ad hoc verstrekken.

De vervoerder moet de opdrachtgever onmiddellijk, en uiterlijk binnen twee uur, in kennis stellen van elk ongeval dat het stilleggen van het voertuig heeft veroorzaakt en lichamelijke of materiële schade heeft aangericht.

Verantwoordelijkheden

Art. 16. De vervoerder is verantwoordelijk voor de personen vervoerd overeenkomstig de bepalingen van het koninklijk besluit van 15 september 1976.

Gedeconcentreerd Bureau voor het leerlingenvervoer/ « TEC »

van... van...

AANHANGSEL NR.

Overeenkomst van betreffende het traject nr.

Tussen : het Waalse Gewest, vertegenwoordigd door de heer....., Directeur-generaal, waarvan de kantoren gevestigd zijn te 5000 Namen,

Of het « TEC »....., vertegenwoordigd door de heer.....,

en.....

is overeengekomen dat de volgende bepalingen noodzakelijk deel uitmaken van de basisovereenkomst die, aldus gewijzigd, de verhoudingen tussen de partijen regelt;

1) het dagelijkse aantal vervoerkilometers op het traject

voor het laatst vastgelegd op wordt/blijft kilometer vanaf

REDENEN :

2) de vereiste capaciteit van het voertuig

voor het laatst vastgelegd op wordt/blijft zitplaatsen voor volwassenen kilometer vanaf

REDENEN :

De nieuwe reisbladen worden, samen met de ophaalaanvragen of met de uitgangsmeldingen, als bijlage bijgevoegd voor zover zij een wijziging van de rubrieken 1 en 2 hierboven wettigen.

3) de vervoerprijs

voor het laatst vastgelegd op wordt/blijft frank per vervoerkilometer (Exclusief BTW) vanaf

Nieuwe prijzen (voluit schrijven) :

REDENEN.....

Evenredig verschil tussen de prijs van de oorspronkelijke overeenkomst en het toegepaste maximum-tarief :

4) het laatst aangegeven voertuig wordt vanaf.../blijft een voertuig van :

- merk
- type
- kenteken
- technische capaciteit
- bouwjaar
- datum van eerste ingebruikneming
- aankoopdatum

REDENEN :

In geval van vervanging van het voertuig worden de afschriften van het inschrijvingsattest, van de verzekeringskaart en van de kaart van de technische controle bij dit aanhangsel gevoegd.

Opgemaakt in zoveel exemplaren als er partijen zijn, waarbij elke partij verklaart haar exemplaar te hebben ontvangen,

Namen, op.....

Voor de vervoerder,

Voor het Waalse Gewest,
De Directeur-generaal,
of Voor het « TEC »,
De

Door het G.B./ « TEC » aan de vervoerder gezonden op :

Van de vervoerder ontvangen op :

Aan de D.32 gezonden op :

Aan het G.B. gezonden op :

Gedeconcentreerd bureau/« TEC »
van..... van.....

OVEREENKOMST VOOR LEERLINGENVERVOER - TRAJECT nr.

Tussen :

Het Waalse Gewest, vertegenwoordigd door zijn Regering, in de persoon van de Minister tot wiens bevoegdheden het leerlingenvervoer behoort, de heer.....,

of het « TEC », vertegenwoordigd door zijn Directeur-generaal, de heer

en (naam en woonverblijf of handelsnaam en maatschappelijke zetel van de vervoerder)

.....

Nr. van het attest van vakbekwaamheid

is overeengekomen dat de leerlingen van

.....

.....

.....

onder de volgende voorwaarden vervoerd worden :

er wordt op gewezen dat, in geval van verschillende dienstverleningen naar gelang van de weekdays, de betrokken dag(en) in de rubriek ad hoc wordt/worden vermeld.

1. Het vervoer wordt als volgt verzekerd :

— traject : zie bijgaande reisbladen en leerlingenlijsten

— vereiste voertuigcapaciteit uitgedrukt in aantal zitplaatsen voor volwassenen

.....

.....

— gemiddeld dagelijks aantal kilometers op het traject :

.....

.....

— prijs per vervoerkilometer (belastingen en lasten inbegrepen, exclusief BTW) (voluit schrijven) :

.....

.....

— geboden voertuig : — merk

— type

— geboden capaciteit

— kenteken

— bouwjaar

— datum van eerste ingebruikneming

— aankoopdatum

2. Deze overeenkomst wordt gesloten op grond van het standaardbestek voor het vervoer van leerlingen die de door de Franse Gemeenschap op het grondgebied van het Franse taalgebied georganiseerde of gesubsidieerde onderwijsinstellingen bezoeken, zoals gevoegd bij het besluit van de Waalse regering van 27 april 1995.

3. De dienst wordt op elke schooldag waargenomen.

Voor het te volgen traject, het dienstrooster, het bepalen van de halteplaatsen moet de vervoerder zich naar de aanwijzingen van eerstgenoemde voegen.

4. De facturen zullen worden opgemaakt overeenkomstig artikel 9 van het standaardbestek. Ze zullen worden gericht aan het « Ministère de l'Équipement et du Transport, Direction du transport scolaire, Bureau déconcentré de..... » of aan het « TEC »,.....

5. Deze overeenkomst loopt vanaf.....en eindigt in principe op.....

6. Overeenkomstig artikel 11 van het standaardbestek wordt de prijs van het aantal vervoerkilometers op de eerste dag van elk schooljaar op grond van de voorschriften van dit artikel aangepast.

7. Opgemaakt in evenveel exemplaren als er partijen zijn, waarbij elke partij verklaart haar exemplaar te hebben ontvangen,

Voor de vervoerder,

Voor het Waalse Gewest,

De Minister van Ruimtelijke Ordening,
Uitrusting en Vervoer of Voor het « TEC »,
de Directeur-generaal

Namen, op

Door het G.B. aan de vervoerder gezonden op :

Van de vervoerder ontvangen op :

Aan de D.32 gezonden op :

Aan het G.B. gezonden op :

Ministère wallon de l'Équipement et du Transport/TEC :

Direction du Transport scolaire

Bureau déconcentré de :

INSCHRIJVING VAN.../.../... — TRAJECT NR.....

Ondergetekende.....

woonachtig (maatschappelijke zetel) in.....

(vertegenwoordigd door).....

verbindt zich ertoe de dienst voor leerlingenvervoer onder de volgende voorwaarden waar te nemen :

Vereiste capaciteit	Kilometer gemiddelde	Maximumaantal					
		leerl. die 1 plaats bezetten	leerl. die 2/3 plaatsen bezetten	leerl. met opvouw-bare rolst. N	Opbouw-bare rolst.	Begeleider	Totaal
Zitplaatsen voor volwassenen							

Tariefmarge		Geboden capaciteit	Voorgestelde prijs per km	
Minimum	Maximum		in cijfers	en voluit

met een voertuig dat de volgende eigenschappen vertoont :

— aantal zitplaatsen voor volwassenen waaronder :

..... zitplaatsen voor één persoon

..... zitplaatsen voor twee personen

..... zitplaatsen voor drie personen

..... zitplaatsen voor vier personen

..... zitplaatsen voor vijf personen

— merk :

— bouwjaar :

— type :

- datum van eerste ingebruikneming :

— kenteken :

— aankoopdatum :

Eventuele melding van een vereiste uitrusting of van de bijzondere voorwaarden voor de uitvoering van het traject.

Inschrijving RSZ :

BTW-nummer :

Rekeningnummer :

Bij te voegen documenten :

— afschrift van het attest van vakbekwaamheid;

— afschrift van het inschrijvingsattest, van het inspectieattest en van het identificatieverslag van het voertuig;

— afschrift van de eventuele bestelbon met de eigenschappen van het aangevraagde voertuig, alsook de uitdrukkelijke verbintenis van de constructeur wat betreft de leveringsdatum;

— RZS-attest voor het afgelopen voorlaatste trimester.

Gedaan te

Op

De inschrijver,

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse regering van 1 april 1999 tot goedkeuring van de wijzigingen aangebracht in het typebestek voor het vervoer van leerlingen die de door de Franse Gemeenschap op het grondgebied van het Franse taalgebied georganiseerde of gesubsidieerde onderwijsinstellingen bezoeken, goedgekeurd bij het besluit van de Waalse regering van 27 april 1995.

Namen, 1 april 1999.

De Minister-President van de Waalse regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, K.M.O.'s, Toerisme en Patrimonium,

R. COLLIGNON

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Uitrusting en Vervoer,

M. LEBRUN